



Communiqué de presse

Après 5 jours de grève, les salarié·e·s de vélos Mvélo+/ Cykleo poursuivent la mobilisation.

Les élu·e·s du SMMAG et de la Métropole doivent enfin prendre leurs responsabilités.

Les salarié·e·s demandent l'ouverture immédiate de négociations.

Depuis le 13 novembre, les salarié·e·s de Mvélo+ sont en grève pour dénoncer l'épuisement des équipes, le manque de moyens, la dégradation du service et l'absence de dialogue social.

Une vélorution organisée samedi dans les rues de Grenoble a été une réussite, grâce au soutien des usager·e·s et des habitant·e·s. plus d'une cinquantaine de personnes ont parcourue les rues de Grenoble pour apporter leurs soutiens au salari.es en grève

Le mouvement continue, **un piquet de grève** est installé tous les matins devant l'agence de la gare.

Depuis 5 jours, nous n'avons aucune réponse : ni de la direction de Cykleo, ni des élu·e·s du SMMAG pourtant responsables du service.

Ce silence est incompréhensible. Il est surtout inadmissible.

Le SMMAG et la Métropole vantent partout la transition écologique et sociale, la mobilité douce et le vélo au quotidien. Mais comment défendre ces ambitions en laissant les salariés du principal service vélo de l'agglomération sans réponse depuis 5 jours ?

Nous exigeons l'ouverture immédiate de négociations sur :

- **Une revalorisation des salaires** selon l'ancienneté, l'inflation et le marché de l'emploi,
- **Une amélioration de nos conditions de travail** (embauches, moyens matériels, locaux, méthodes de management, transparence, sens du service, ...),
- **Un dialogue social réel** entre les instances mais aussi au sein du service avec prise en compte de la voix des salarié·e·s et amélioration de la communication,
- La mise en place de la **convention collective nationale** du commerce et de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle et activités connexes,
- Un processus de **réintégration à la TAG**.

Nous sommes mobilisé·e·s, déterminé·e·s et nous ne reprendrons pas tant que notre employeur et les élu·e·s responsables refuseront de négocier.

▮

Contact presse : Jérôme BERTRAND DS +336 81 39 27 76